

LesEchos

Les Echos, no. 23064

Idées & Débats, mardi 29 octobre 2019

Le point de vue

L'économie européenne a besoin d'une boussole

Xavier Ragot

Au-delà de la question du Brexit, faite de rebondissements qui finissent par lasser, l'Union européenne et la France font face à un moment crucial. Pour une fois, l'actualité n'est pas une crise économique mais un moment politique. L'installation de la nouvelle Commission, le changement de présidence à la Banque centrale européenne, les évolutions en Italie et en Allemagne, ces conjonctions doivent nous amener à penser notre projet européen.

Ce moment politique correspond à une transformation profonde des équilibres internationaux. On assiste à un retour bruyant des Etats dans l'économie, non pour plus de redistribution, mais pour utiliser l'économie comme moyen de puissance diplomatique. Que ce soit Donald Trump, Jair Bolsonaro, les gouvernements chinois, russe et bien d'autres encore, la question de la souveraineté économique et des rapports de force économiques revient brutalement dans le débat public. Le retour du politique s'observe aussi et bien sûr pour des raisons internes à nos démocraties, que sont le retour de la question sociale et l'urgence de la question climatique. La thématique des inégalités, la nécessité de transformer nos structures productives et de consommation pour réduire la destruction de l'environnement et le réchauffement climatique façonnent nos horizons intellectuels.

Il nous faut donc penser plus en profondeur l'articulation entre l'économie et le projet politique européen. Le consensus implicite autour de la triple discipline budgétaire, monétaire et concurrentielle a volé en éclats après la crise, car elle s'est avérée inopérante voire déstabilisante pour les économies et les démocraties européennes. Nous avons besoin d'un projet commun pour donner un sens à l'économie,

c'est-à-dire une direction où aller avec des mesures fiscales et réglementaires, mais aussi une signification partagée, même floue, de la notion de progrès.

L'Europe bruisse de projets nouveaux et des thèmes sont maintenant dans le débat européen : coordination de l'évolution des salaires minimums, création d'une réassurance chômage européenne, réflexion autour d'une politique industrielle, analyse d'une taxe carbone aux frontières, lutte commune contre l'évasion fiscale et la taxation des multinationales, « green new deal » autour des plans d'investissement en Europe, coordination des politiques de défense, budget de la zone euro.

Quel est maintenant l'enjeu ? Comme le montre l'exemple du budget de la zone euro, pour lequel l'écart est manifeste entre l'ambition initiale et le résultat décevant, il nous faut promouvoir des politiques économiques européennes sous une triple contrainte. La première est l'acceptabilité et le soutien social (sinon les dislocations politiques seront délétères). La deuxième est l'adhésion nationale, pour aux moins une partie des pays européens (on ne peut contourner les démocraties nationales). La troisième est le réalisme économique (sinon les implications fiscales seront rejetées).

La promotion d'une assurance-chômage européenne et, plus généralement, la construction d'une Europe sociale par la convergence des marchés du travail et une politique industrielle (en un sens large) en faveur de la transition énergétique associée à une fiscalité climatique aux frontières semblent les deux pistes les plus prometteuses au niveau européen.

Ces propositions, justifiées par un pragmatisme politique et économique, ne doivent pas cacher notre absolue nécessité d'un temps plus long, qui est une réflexion partagée sur le sens que l'on veut donner à nos économies, aux capitalismes européens. Ayons l'intelligence de concilier ce temps long du projet et le temps court des propositions, à la fois le choix de notre terre promise et des premiers pas pour y aller.

Xavier Ragot

Note(s) :

Xavier Ragot est président de l'OFCE.